



**2019**

# Rapport financier

Deuxième trimestre

30 septembre 2018



# Sommaire

---

## Perspectives économiques canadiennes

Après une année 2017 solide, la croissance économique a connu un ralentissement. Entre les mois de janvier et de juillet 2018, l'économie a progressé à un taux annualisé de près de 2 %. Les investissements résidentiels et la consommation des ménages ont ralenti par rapport à l'exercice précédent. Le taux de chômage canadien demeure relativement bas à 5,9 %, soit près du niveau le plus bas jamais enregistré.

Malgré le ralentissement de la croissance par rapport à l'an dernier, la Banque du Canada a haussé son taux deux fois depuis le début de l'année, pour le fixer à 1,5 %.

L'activité économique mondiale demeure solide, mais se fait plus inégale. La croissance économique américaine est vigoureuse, la récente planification fiscale soutenant des investissements des entreprises plus importants et des dépenses des ménages accrues. En raison de la hausse de l'inflation, la Réserve fédérale a haussé son taux directeur à 2,25 %, creusant l'écart entre les taux d'intérêt américains et canadiens, ce qui a entraîné une dépréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Les tensions commerciales avec les États-Unis ont également exercé une pression à la baisse sur le dollar canadien.

En outre, l'incertitude entourant la renégociation de l'Accord de libre-échange nord-américain a pesé sur la confiance, freinant les investissements des entreprises, lesquels ont affiché une croissance trimestrielle annualisée de seulement 1,7 % entre les mois d'avril et de juin, comparativement à 12,1 % entre les mois de janvier et de mars.

Avec la conclusion du nouvel Accord États-Unis-Mexique-Canada, l'incertitude entourant l'accès au marché américain s'est atténuée, ce qui devrait favoriser les investissements. En fait, avant même l'annonce du nouvel accord, l'Enquête de la Banque du Canada<sup>(1)</sup> révélait le nombre le plus élevé depuis le premier trimestre de 2017 d'entreprises ayant

déclaré vouloir augmenter leurs dépenses d'investissement au cours des 12 prochains mois.

À l'échelle mondiale, le cours des produits de base a continué d'augmenter, mais plus lentement qu'au trimestre précédent. Plus particulièrement, le prix du pétrole a atteint en moyenne 70 \$ US le baril durant le trimestre, en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent. Le pétrole Western Canadian Select se négocie autour de 42 \$ US le baril, une baisse en regard de 48 \$ US au trimestre précédent. L'escompte par rapport au pétrole West Texas Intermediate a augmenté, pour passer de 19 \$ US à 27 \$ US le baril.

Les conditions de crédit sont demeurées essentiellement les mêmes pour les ménages au cours du dernier trimestre, selon l'*Enquête auprès des responsables du crédit*<sup>(2)</sup> de la Banque du Canada, malgré une légère hausse des prix. En revanche, les entreprises profitent de modalités tarifaires et non tarifaires puisque les banques se livrent concurrence pour attirer les entreprises emprunteuses. Bien que la demande de crédit se soit accrue, les conditions de crédit pour les emprunteurs des petites entreprises sont demeurées les mêmes depuis la fin de 2016. Malgré un léger ralentissement, le crédit accordé par les banques à charte aux entreprises continue de croître de façon stable, en hausse de 10,7 % par rapport à l'année précédente.

---

<sup>(1)</sup> Banque du Canada. *Enquête sur les perspectives des entreprises – Automne 2018*, 15 octobre 2018. Enquête menée entre le 23 août et le 17 septembre 2018.

<sup>(2)</sup> Banque du Canada. *Enquête auprès des responsables du crédit – 3<sup>e</sup> trimestre de 2018*, 15 octobre 2018.



## Faits saillants financiers

Le deuxième trimestre de l'exercice 2019, terminé le 30 septembre 2018, s'est caractérisé par un volume d'activité plus élevé par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les acceptations de prêts par les clients de Financement<sup>(1)</sup> ont atteint 1,6 milliard de dollars pour le deuxième trimestre et 3,7 milliards de dollars pour le premier semestre, comparativement à 1,4 milliard de dollars et à 3,6 milliards de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Le portefeuille de prêts de Financement<sup>(2)</sup> atteignait 25,6 milliards de dollars au 30 septembre 2018, soit 4,7 % de plus qu'au 31 mars 2018.

Services-conseils a obtenu de bons résultats au cours du deuxième trimestre et du premier semestre réalisant la signature de contrats nets d'une valeur de 6,7 millions de dollars pour le trimestre et de 14,3 millions de dollars pour le semestre, soit une hausse de 28 % et de 21 % par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent. Par ailleurs, les produits ont également augmenté, totalisant 5,7 millions de dollars au deuxième trimestre et 12,0 millions de dollars au premier semestre, soit une hausse de respectivement 21 % et 30 % par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent.

Après avoir connu un niveau élevé d'activité au cours du trimestre et du semestre correspondants de l'exercice précédent, Capital de croissance et transfert d'entreprise a enregistré une baisse du volume des acceptations au cours du premier semestre de l'exercice considéré. Les clients ont accepté du financement totalisant 86,1 millions de dollars au deuxième trimestre et 172,7 millions de dollars au premier semestre, comparativement à 109,3 millions de dollars et à 223,4 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent.

Capital de risque a autorisé des investissements totalisant 40,5 millions de dollars pour le deuxième trimestre et 79,9 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2019, en regard de 25,1 millions de dollars et de 80,2 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

<sup>(1)</sup> À moins d'indication contraire, Financement exclut Capital de croissance et transfert d'entreprise.

<sup>(2)</sup> Avant correction de valeur pour pertes de crédit

Le résultat net consolidé pour le deuxième trimestre et le premier semestre s'est établi à respectivement 213,6 millions de dollars et 434,6 millions de dollars, comparativement à 291,3 millions de dollars et 437,0 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La diminution du résultat au deuxième trimestre par rapport à l'exercice précédent est surtout attribuable à la diminution des variations de la juste valeur de Capital de risque.

Au 30 septembre 2018, BDC s'attend à ce que son résultat net consolidé pour l'exercice 2019 dépasse la cible annuelle du résultat net de 554 millions de dollars établie dans son Plan d'entreprise.

## Réalisations trimestrielles de BDC

- Des transactions supplémentaires ont été conclues dans le cadre du Fonds pour les femmes en technologie de 200 millions de dollars de BDC Capital, ce qui porte à 21 le total des investissements à ce jour.
- Une douzaine d'ateliers d'une journée « On parle affaires » ont été annoncés et prendront place à l'automne et à l'hiver 2018-2019. Ces ateliers visent à améliorer les compétences en affaires et la littératie financière des femmes entrepreneurs qui souhaitent croître.
- Une nouvelle enveloppe de financement commercial de 800 millions de dollars a été rendue disponible pour les PME admissibles des secteurs de l'acier et de l'aluminium afin de les aider à surmonter les turbulences du marché.
- Une initiative de 250 millions de dollars a été mise en place en vue d'offrir du financement pour l'acquisition d'actifs incorporels. Grâce à ce soutien, les entrepreneurs seront en mesure d'atténuer les effets de l'accroissement de la concurrence au sein du marché, de la vitesse des perturbations technologiques ainsi que de la migration vers un environnement davantage numérique.
- L'édition 2018 de la Semaine de la PME BDC<sup>MC</sup> ayant pour thème « Passez au numérique : transformez votre entreprise » se déroulera en octobre, dans la foulée d'une étude menée par BDC révélant l'énorme incidence que la transition au numérique peut avoir sur la croissance des ventes.
- L'étude de BDC sur la pénurie de main-d'œuvre publiée en septembre a suscité un vif intérêt partout au Canada. L'étude révèle que plus de 39 % des PME ont de la difficulté à trouver de nouveaux employés, et qu'on n'entrevoit pas d'amélioration d'ici au moins une décennie.



La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

---

**BDC est la seule banque qui se consacre uniquement aux entrepreneurs canadiens. Sa mission consiste à soutenir l'entrepreneuriat, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises. Comptant plus de 120 centres d'affaires partout au pays, BDC propose aux entreprises des solutions de financement, des investissements et des services-conseils.**

**Les entrepreneurs qui réussissent contribuent de manière inestimable à l'économie canadienne. Les appuyer relève de l'intérêt national.**

---



# Table des matières

---

<b>Rapport de gestion</b> .....	<b>6</b>
Contexte du rapport financier trimestriel .....	6
Gestion du risque .....	6
Analyse des résultats financiers.....	7
<b>États financiers consolidés</b> .....	<b>17</b>

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.



# Rapport de gestion

---

## Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels résumés inclus dans le présent rapport n'ont été ni audités ni examinés par un auditeur externe.

## Gestion du risque

Pour remplir son mandat tout en garantissant sa viabilité financière, BDC doit prendre et gérer des risques. L'approche de BDC en matière de gestion du risque repose sur l'établissement d'une structure de gouvernance en matière de risque – structure organisationnelle, politiques, processus, contrôles, etc. – afin de gérer efficacement le risque, conformément à son appétit pour le risque. Grâce à cette structure, BDC peut édifier un cadre de gestion du risque complet, qui lui permet de cerner, d'évaluer, de quantifier, d'analyser et de surveiller les risques, ainsi que d'en rendre compte. Ce cadre de gestion est également conçu pour que BDC tienne compte du risque dans toutes ses activités d'affaires et intègre la gestion du risque dans tous ses processus décisionnels courants, ainsi que dans son processus annuel de planification d'entreprise.

Le rapport trimestriel sur la gestion intégrée du risque est le principal outil qu'utilisent les responsables de la gestion du risque pour signaler les risques à la direction et au conseil d'administration. Ce rapport présente une évaluation complète quantitative et qualitative du rendement en fonction de l'appétit pour le risque de BDC, de ses grandes catégories de risques et des risques importants actuels et nouveaux. Il permet également un suivi étroit du portefeuille.

Aucun changement important n'a été apporté aux pratiques de BDC en matière de gestion intégrée du risque, et aucun nouveau risque n'a été relevé au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018.



## Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer les résultats d'exploitation de BDC et sa situation financière pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette analyse inclut également, s'il y a lieu, des commentaires à propos des écarts notables par rapport au Plan d'entreprise de BDC pour les exercices 2019 à 2023.

BDC fait actuellement rapport sur six secteurs d'activité : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Services-conseils, division Technologies propres et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR). À compter de l'exercice 2019, le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR), deux programmes gouvernementaux gérés par BDC, sont désormais présentés dans un même secteur d'activité, soit Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR).

Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés trimestriels résumés non audités inclus dans le présent rapport.

### Résultat net consolidé

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Financement	178,1	177,9	341,8	307,5
Services-conseils	(12,4)	(12,6)	(24,1)	(25,3)
Capital de croissance et transfert d'entreprise	29,5	36,2	42,7	48,6
Capital de risque	2,3	90,6	38,6	95,9
Programmes incitatifs pour le capital de risque	16,6	(0,7)	36,6	10,3
Division Technologies propres	(0,5)	-	(1,1)	-
<b>Résultat net</b>	<b>213,6</b>	291,4	<b>434,6</b>	437,0
<b>Résultat net attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	214,6	253,3	433,6	398,9
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,0)	38,1	1,0	38,1
<b>Résultat net</b>	<b>213,6</b>	291,4	<b>434,6</b>	437,0

### Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, le résultat net consolidé de BDC s'est établi à 213,6 millions de dollars, dont 214,7 millions de dollars sont attribuables à l'actionnaire de BDC et une perte nette de 1,0 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Ces chiffres sont à rapprocher du résultat net consolidé de 291,4 millions de dollars comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent, sur lequel un résultat net de 38,1 millions de dollars était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.



Pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, BDC a affiché un solide résultat net consolidé de 434,6 millions de dollars, soit une légère baisse par rapport au résultat net consolidé de 437,0 millions de dollars comptabilisé pour la même période de l'exercice précédent.

La diminution notée au deuxième trimestre par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent tient en grande partie à la baisse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements de Capital de risque. Pour le premier semestre, la baisse de la variation nette de la plus-value latente sur les placements de Capital de risque a été contrebalancée par de meilleurs résultats de Financement en raison de la croissance du portefeuille.

## Résultat global consolidé

	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
(en millions de dollars)	E2019	E2018	E2019	E2018
<b>Résultat net</b>	<b>213,6</b>	291,4	<b>434,6</b>	437,0
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	<b>(0,6)</b>	(2,3)	<b>(0,3)</b>	(3,5)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	<b>(0,3)</b>	(0,1)	<b>1,9</b>	(0,3)
<b>Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>	<b>(0,9)</b>	(2,4)	<b>1,6</b>	(3,8)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	<b>44,9</b>	108,5	<b>109,7</b>	16,0
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>44,0</b>	106,1	<b>111,3</b>	12,2
<b>Résultat global total</b>	<b>257,6</b>	397,5	<b>545,9</b>	449,2
<b>Résultat global total attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	<b>258,6</b>	359,4	<b>544,9</b>	411,1
Aux participations ne donnant pas le contrôle	<b>(1,0)</b>	38,1	<b>1,0</b>	38,1
<b>Résultat global total</b>	<b>257,6</b>	397,5	<b>545,9</b>	449,2

### Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat global total consolidé comprend le résultat net et les autres éléments du résultat global. Les autres éléments du résultat global sont surtout influencés par les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, et sont soumis à une forte volatilité en raison des fluctuations du marché.



Pour le deuxième trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018, BDC a comptabilisé respectivement 44,0 millions de dollars et 111,3 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global, comparativement à 106,1 millions de dollars et 12,2 millions de dollars pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation des autres éléments du résultat global pour le premier semestre de l'exercice 2019 est principalement attribuable au profit de 109,7 millions de dollars sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, lequel s'explique par la hausse des taux d'actualisation utilisés pour évaluer le passif net au titre des prestations définies et par le rendement plus élevé que prévu des actifs du régime de retraite.

## Résultats de Financement

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets	312,3	285,7	608,7	552,5
Frais et autres produits	5,0	4,5	10,4	9,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(34,6)	(15,6)	(71,3)	(59,5)
Profits (pertes) nets sur les placements	-	0,5	-	0,3
Profits (pertes) de change nets	(2,0)	(0,3)	(4,8)	(2,5)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	0,1	0,1	0,5	0,6
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>280,8</b>	274,9	<b>543,5</b>	500,5
Charges opérationnelles et administratives	102,7	97,0	201,7	193,0
<b>Résultat net provenant de Financement</b>	<b>178,1</b>	177,9	<b>341,8</b>	307,5

En pourcentage du portefeuille moyen	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets	4,7	4,7	4,7	4,6
Frais et autres produits	0,1	0,1	0,1	0,1
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(0,5)	(0,3)	(0,6)	(0,5)
Profits (pertes) nets sur les placements	-	-	-	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	-	-	-	-
Profits (pertes) de change nets	-	-	-	-
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>4,3</b>	4,5	<b>4,2</b>	4,2
Charges opérationnelles et administratives	1,6	1,6	1,6	1,6
<b>Résultat net provenant de Financement</b>	<b>2,7</b>	2,9	<b>2,6</b>	2,6



## Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Le résultat net de Financement s'est chiffré à 178,1 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, et à 341,8 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, comparativement à 177,9 millions de dollars et à 307,5 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent. Le gain de rentabilité constaté au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2019 s'explique principalement par la hausse des produits d'intérêts nets et des frais découlant essentiellement de la forte croissance du portefeuille. Les produits d'intérêts nets et les frais exprimés en pourcentage du portefeuille moyen se sont établis à 4,8 % pour le premier semestre de l'exercice 2019, ce qui représente une augmentation par rapport à 4,7 % pour la même période de l'exercice précédent.

Cette augmentation a été en partie contrebalancée par une hausse de la dotation à la provision pour pertes de crédit sur prêts productifs qui s'explique par la croissance du portefeuille ainsi que par le nouveau modèle de dépréciation de l'IFRS 9, qui a été adopté au premier trimestre de l'exercice 2019. La hausse de 11,8 millions de dollars comptabilisée pour le semestre terminé le 30 septembre 2018 est attribuable surtout aux pertes de crédit attendues sur prêts productifs.

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018, les charges opérationnelles et administratives ont été supérieures à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives sont restées inchangées par rapport à l'exercice précédent, à 1,6 %.

## Résultats de Services-conseils

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits	5,7	4,8	12,0	9,3
Charges liées à la prestation <sup>(1)</sup>	4,0	3,2	8,1	6,5
<b>Marge bénéficiaire brute</b>	<b>1,7</b>	<b>1,6</b>	<b>3,9</b>	<b>2,8</b>
Charges opérationnelles et administratives	14,1	14,2	28,0	28,1
<b>Perte nette provenant de Services-conseils</b>	<b>(12,4)</b>	<b>(12,6)</b>	<b>(24,1)</b>	<b>(25,3)</b>

<sup>(1)</sup> Les charges liées à la prestation sont comprises dans les charges opérationnelles et administratives présentées dans l'état consolidé des résultats.

## Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Les solutions offertes par Services-conseils sont considérées comme un investissement dans les entrepreneurs. Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, Services-conseils a comptabilisé une perte nette de 12,4 millions de dollars, contre une perte nette de 12,6 millions de dollars au même trimestre de l'exercice précédent. La perte nette cumulée pour le semestre terminé le 30 septembre 2018 s'est établie à 24,1 millions de dollars, contre 25,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Services-conseils a comptabilisé des produits solides de 5,7 millions de dollars au deuxième trimestre de l'exercice 2019, soit une hausse de 0,9 million de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice 2018. Ainsi, ses produits se sont chiffrés à 12,0 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2019, en hausse par rapport aux 9,3 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent. La marge bénéficiaire brute, qui s'est établie à 3,9 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, est supérieure à celle de 2,8 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent, une hausse surtout attribuable à l'augmentation des produits.



Les charges opérationnelles et administratives de respectivement 14,1 millions de dollars et 28,0 millions de dollars pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018 sont conformes à celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2018.

## Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits nets sur les placements	39,3	27,4	72,6	53,0
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	1,8	19,2	(7,9)	15,2
Profits (pertes) de change nets	(0,2)	(0,3)	-	(0,4)
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>40,9</b>	<b>46,3</b>	<b>64,7</b>	<b>67,8</b>
Charges opérationnelles et administratives	11,4	10,1	22,0	19,2
<b>Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise</b>	<b>29,5</b>	<b>36,2</b>	<b>42,7</b>	<b>48,6</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	29,5	28,0	41,2	40,2
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	8,2	1,5	8,4
<b>Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise</b>	<b>29,5</b>	<b>36,2</b>	<b>42,7</b>	<b>48,6</b>

En pourcentage du portefeuille moyen	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits nets sur les placements	14,7	11,5	13,7	11,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	0,7	8,1	(1,5)	3,3
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	(0,1)	-	(0,1)
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>15,3</b>	<b>19,5</b>	<b>12,2</b>	<b>14,6</b>
Charges opérationnelles et administratives	4,3	4,2	4,2	4,1
<b>Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise</b>	<b>11,0</b>	<b>15,3</b>	<b>8,0</b>	<b>10,5</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	11,0	11,9	7,7	8,7
Aux participations ne donnant pas le contrôle	-	3,4	0,3	1,8
<b>Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise</b>	<b>11,0</b>	<b>15,3</b>	<b>8,0</b>	<b>10,5</b>



## Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, le résultat net s'est établi à 29,5 millions de dollars, contre 36,2 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé un résultat net de 42,7 millions de dollars, comparativement à 48,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2018. Les résultats du trimestre ont bénéficié de l'augmentation des produits nets sur les placements, essentiellement en raison de la hausse des profits nets réalisés sur la vente de placements en capitaux propres.

Au deuxième trimestre et au premier semestre de l'exercice 2019, Capital de croissance et transfert d'entreprise a comptabilisé respectivement une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 1,8 million de dollars et une variation nette de la moins-value latente de 7,9 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de respectivement 19,2 millions de dollars et 15,2 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme indiqué dans le tableau ci-dessous. Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2019, la diminution de la variation nette de la plus-value latente sur les placements s'explique essentiellement par le renversement de la plus-value nette en raison du résultat réalisé qui est comptabilisé dans les produits nets sur les placements.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Plus(moins)-value nette	6,8	14,7	2,6	10,9
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	(5,0)	4,5	(10,5)	4,3
<b>Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements</b>	<b>1,8</b>	19,2	<b>(7,9)</b>	15,2

Les charges opérationnelles et administratives se sont élevées à 22,0 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, en hausse par rapport aux 19,2 millions de dollars comptabilisés à l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des effectifs en vue de soutenir pleinement la croissance. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives se sont maintenues au même niveau que celles de l'exercice précédent, la recherche d'efficacité restant une priorité pour BDC.



## Résultats de Capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits (pertes) nets sur les placements	10,9	(15,4)	11,5	(31,8)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	9,4	130,8	38,6	173,4
Profits (pertes) de change nets	(10,5)	(18,8)	2,0	(33,8)
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>9,8</b>	96,6	<b>52,1</b>	107,8
Charges opérationnelles et administratives	7,5	6,0	13,5	11,9
<b>Résultat (perte) net provenant de Capital de risque</b>	<b>2,3</b>	90,6	<b>38,6</b>	95,9
<b>Résultat (perte) net attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	3,3	60,7	39,1	66,2
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1,0)	29,9	(0,5)	29,7
<b>Résultat (perte) net provenant de Capital de risque</b>	<b>2,3</b>	90,6	<b>38,6</b>	95,9

### Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, Capital de risque a comptabilisé un résultat net de 2,3 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 90,6 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, le résultat net s'est établi à 38,6 millions de dollars, comparativement à 95,9 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Capital de risque a comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 9,4 millions de dollars pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, et de 38,6 millions de dollars pour le premier semestre de l'exercice 2019. En comparaison, le secteur avait comptabilisé une variation nette de la plus-value latente sur les placements de respectivement 130,8 millions de dollars et 173,4 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent, comme l'indique le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Plus(moins)-value nette	10,9	98,9	35,9	124,1
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	(1,5)	31,9	2,7	49,3
<b>Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements</b>	<b>9,4</b>	130,8	<b>38,6</b>	173,4

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, les pertes de change nettes sur les placements de 10,5 millions de dollars s'expliquent par les fluctuations du taux de change avec le dollar américain et sont moins élevées que pour l'exercice précédent en raison de la vigueur accrue du dollar américain.



Les charges opérationnelles et administratives, de 13,5 millions de dollars depuis le début de l'exercice, sont de 1,6 million de dollars supérieures à celles qui avaient été comptabilisées pour la même période de l'exercice 2018.

## Résultats de Programmes incitatifs pour le capital de risque

(en millions de dollars)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits (pertes) nets sur les placements	0,1	-	0,1	0,1
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	17,0	(0,3)	37,3	11,0
Profits (pertes) de change nets	(0,1)	(0,1)	-	(0,3)
<b>Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>17,0</b>	<b>(0,4)</b>	<b>37,4</b>	<b>10,8</b>
Charges opérationnelles et administratives	0,4	0,3	0,8	0,5
<b>Résultat (perte) net provenant de Programmes incitatifs pour le capital de risque</b>	<b>16,6</b>	<b>(0,7)</b>	<b>36,6</b>	<b>10,3</b>

### Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2019, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) a enregistré un résultat net de 16,6 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 0,7 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, PICR a comptabilisé un résultat net de 36,6 millions de dollars, comparativement à un résultat net de 10,3 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les très bons résultats de l'exercice 2019 s'expliquent par la variation nette de la plus-value latente des fonds sous-jacents du Plan d'action pour le capital de risque.

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018, les charges opérationnelles et administratives de respectivement 0,4 million de dollars et 0,8 million de dollars sont légèrement supérieures à celles comptabilisées pour les mêmes périodes de l'exercice 2018, principalement en raison des charges liées à la nouvelle Initiative de catalyse du capital de risque.

## Résultats de la division Technologies propres

(\$ in millions)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	E2019	E2018	E2019	E2018
Produits d'intérêts nets et frais	0,4	-	0,6	-
Charges opérationnelles et administratives	0,9	-	1,7	-
<b>Perte nette provenant de la division Technologies propres</b>	<b>(0,5)</b>	<b>-</b>	<b>(1,1)</b>	<b>-</b>



## Trimestre et semestre terminés le 30 septembre

Pour le deuxième trimestre de 2019, la division Technologies propres a comptabilisé une perte nette de 0,5 million de dollars, alors que BDC poursuit ses efforts visant l'expansion de ce nouveau secteur d'activité.

Au 30 septembre 2018, le portefeuille de la division Technologies propres s'établissait à 27,5 millions de dollars, dont 17,5 millions de dollars étaient constitués de placements de financement subordonné et 10,0 millions de dollars, de placements en capitaux propres.

## État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

À compter du premier trimestre de l'exercice 2019, BDC a adopté l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et s'est prévalu de l'exemption selon laquelle les informations comparatives n'ont pas été retraitées. L'application du nouveau modèle de dépréciation a eu pour incidence financière un renversement de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit et une augmentation correspondante des bénéfices non distribués à l'ouverture. Se reporter aux notes 3 et 4 des états financiers pour obtenir plus de renseignements sur la transition à l'IFRS 9.

Au 30 septembre 2018, le total des actifs de BDC s'établissait à 29,4 milliards de dollars, soit une augmentation de 1,6 milliard de dollars par rapport au 31 mars 2018, grâce, en grande partie, à une hausse de 1,1 milliard de dollars du portefeuille de prêts brut et au renversement de 131,7 millions de dollars de la correction de valeur pour pertes de crédit par suite de l'adoption de l'IFRS 9.

Le portefeuille de prêts de 25,0 milliards de dollars représente le principal actif de BDC (portefeuille brut de 25,6 milliards de dollars, moins une correction de valeur pour pertes de crédit de 0,6 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut a augmenté de 1,9 % au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018, en raison d'une hausse du niveau des activités comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

Les portefeuilles de placements de BDC, c'est-à-dire les portefeuilles de financement subordonné et de capital de risque, totalisaient 2,9 milliards de dollars, comparativement à 2,7 milliards de dollars au 31 mars 2018. Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières s'établissait à 598,0 millions de dollars, comparativement à 472,7 millions de dollars au 31 mars 2018.

Au 30 septembre 2018, la juste valeur des actifs dérivés était de 16,3 millions de dollars et la juste valeur des passifs dérivés était négligeable. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a augmenté de 4,4 millions de dollars depuis le 31 mars 2018.

Au 30 septembre 2018, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 179,6 millions de dollars lié au régime de retraite agréé, ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 238,8 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un passif net total au titre des prestations définies de 59,2 millions de dollars. Il s'agit d'une baisse de 100,7 millions de dollars par rapport au total du passif net au titre des prestations définies au 31 mars 2018. Cette baisse découle principalement des profits sur les réévaluations comptabilisées au premier semestre de l'exercice 2019. Pour en savoir plus sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 8 du présent rapport.



BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie conformément à sa Politique de gestion des risques de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 667,1 millions de dollars au 30 septembre 2018, comparativement à 672,9 millions de dollars au 31 mars 2018. Pour le semestre terminé le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie affectés aux activités opérationnelles se sont élevés à 779,3 millions de dollars, essentiellement pour soutenir la croissance du portefeuille de prêts. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont totalisé 176,9 millions de dollars, en raison des déboursements nets de titres adossés à des créances mobilières, des placements de capital de risque et de financement subordonné. Les activités de financement ont généré 950,4 millions de dollars de flux de trésorerie, en raison essentiellement de l'émission de billets à long terme et de billets à court terme.

Au 30 septembre 2018, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités à l'aide de 21,6 milliards de dollars d'emprunts et de 7,4 milliards de dollars de capitaux propres. Les emprunts comprennent 20,7 milliards de dollars de billets à court terme et 0,9 milliard de dollars de billets à long terme.

### Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.

Au 30 septembre 2018, le ratio interne de capital de BDC atteignait 139,0 %, dépassant son ratio de capital cible de 134 %, comparativement à 134,7 % au 31 mars 2018.



# États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

<b>Responsabilité de la direction relativement à l'information financière</b> .....	<b>18</b>
<b>État consolidé de la situation financière</b> .....	<b>19</b>
<b>État consolidé des résultats</b> .....	<b>20</b>
<b>État consolidé du résultat global</b> .....	<b>21</b>
<b>État consolidé des variations des capitaux propres</b> .....	<b>22</b>
<b>Tableau consolidé des flux de trésorerie</b> .....	<b>24</b>
<b>Notes afférentes aux états financiers consolidés</b> .....	<b>25</b>
<i>Note 1 Description générale de BDC</i> .....	<i>25</i>
<i>Note 2 Base d'établissement</i> .....	<i>25</i>
<i>Note 3 Principales méthodes comptables</i> .....	<i>26</i>
<i>Note 4 Adoption de l'IFRS 9</i> .....	<i>32</i>
<i>Note 5 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants</i> .....	<i>33</i>
<i>Note 6 Juste valeur des instruments financiers</i> .....	<i>34</i>
<i>Note 7 Titres adossés à des créances mobilières</i> .....	<i>37</i>
<i>Note 8 Prêts</i> .....	<i>37</i>
<i>Note 9 Placements de financement subordonné</i> .....	<i>40</i>
<i>Note 10 Placements de capital de risque</i> .....	<i>41</i>
<i>Note 11 Capital social</i> .....	<i>42</i>
<i>Note 12 Informations sectorielles</i> .....	<i>43</i>
<i>Note 13 Garanties</i> .....	<i>48</i>
<i>Note 14 Transactions entre parties liées</i> .....	<i>48</i>



## Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

**Michael Denham**  
Président et chef de la direction

**Stefano Lucarelli, CPA, CA**  
Vice-président exécutif et chef de la direction financière

Montréal, Canada  
31 octobre 2018



## État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 septembre 2018	31 mars 2018
<b>ACTIFS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		667 107	672 870
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	7	588 682	465 216
Prêts			
Prêts, au coût amorti	8	25 579 040	24 432 831
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit	8	(603 879)	(704 640)
<b>Prêts au coût amorti, nets</b>		<b>24 975 161</b>	<b>23 728 191</b>
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			
Actifs dérivés		16 335	15 357
Titres adossés à des créances mobilières	7	9 356	7 479
Placements de financement subordonné	9	1 066 602	1 052 352
Placements de capital de risque	10	1 784 094	1 663 627
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>		<b>2 876 387</b>	<b>2 738 815</b>
Immobilisations corporelles		57 794	51 297
Immobilisations incorporelles		38 410	38 206
Actif net au titre des prestations définies		179 574	95 303
Autres actifs		27 595	19 268
<b>Total des actifs</b>		<b>29 410 710</b>	<b>27 809 166</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>			
<b>Passifs</b>			
Créditeurs et frais courus		88 652	127 453
Billets à court terme		20 743 712	20 481 148
Billets à long terme		768 408	-
<b>Total des passifs financiers au coût amorti</b>		<b>21 600 772</b>	<b>20 608 601</b>
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net			
Passifs dérivés		4	3 387
Billets à long terme		135 051	137 684
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>		<b>135 055</b>	<b>141 071</b>
Passif net au titre des prestations définies		238 769	255 225
Autres passifs		73 915	45 066
<b>Total des passifs</b>		<b>22 048 511</b>	<b>21 049 963</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Capital social	11	2 477 900	2 477 900
Surplus d'apport		27 778	27 778
Bénéfices non distribués		4 817 169	4 211 785
Cumul des autres éléments du résultat global		581	(991)
<b>Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC</b>		<b>7 323 428</b>	<b>6 716 472</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		38 771	42 731
<b>Total des capitaux propres</b>		<b>7 362 199</b>	<b>6 759 203</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>		<b>29 410 710</b>	<b>27 809 166</b>
<b>Garanties (note 13)</b>			
<b>Engagements (notes 7, 8, 9 et 10)</b>			

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



## État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Produits d'intérêts	399 115	337 363	772 362	643 802
Charges d'intérêts	65 545	31 904	122 002	52 710
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>333 570</b>	<b>305 459</b>	<b>650 360</b>	<b>591 092</b>
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	23 897	(12 473)	30 617	(27 688)
Produits de Services-conseils	5 749	4 719	12 025	9 197
Frais et autres produits	10 586	9 459	23 103	19 868
<b>Produits nets</b>	<b>373 802</b>	<b>307 164</b>	<b>716 105</b>	<b>592 469</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(34 598)	(15 575)	(71 307)	(59 490)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	28 189	150 029	67 981	199 665
Profits (pertes) de change nets	(12 864)	(19 456)	(2 829)	(36 988)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	88	(58)	544	602
<b>Résultat avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>354 617</b>	<b>422 104</b>	<b>710 494</b>	<b>696 258</b>
Salaires et avantages du personnel	101 262	95 071	200 023	186 896
Locaux et équipement	10 746	10 188	21 610	20 363
Autres charges	28 977	25 514	54 219	52 034
<b>Charges opérationnelles et administratives</b>	<b>140 985</b>	<b>130 773</b>	<b>275 852</b>	<b>259 293</b>
<b>Résultat net</b>	<b>213 632</b>	<b>291 331</b>	<b>434 642</b>	<b>436 965</b>
<b>Résultat net attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	214 674	253 206	433 652	398 845
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 042)	38 125	990	38 120
<b>Résultat net</b>	<b>213 632</b>	<b>291 331</b>	<b>434 642</b>	<b>436 965</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés et la note 12 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.



## État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<b>Résultat net</b>	<b>213 632</b>	291 331	<b>434 642</b>	436 965
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net				
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG	(607)	(2 319)	(344)	(3 509)
Profits (pertes) nets latents sur les couvertures des flux de trésorerie	-	180	2 473	180
Reclassement au résultat net des pertes (profits) sur les couvertures des flux de trésorerie	(279)	(248)	(557)	(497)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	(279)	(68)	1 916	(317)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	(886)	(2 387)	1 572	(3 826)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	44 844	108 540	109 682	16 010
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>43 958</b>	106 153	<b>111 254</b>	12 184
<b>Résultat global total</b>	<b>257 590</b>	397 484	<b>545 896</b>	449 149
<b>Résultat global total attribuable :</b>				
À l'actionnaire de BDC	258 632	359 359	544 906	411 029
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 042)	38 125	990	38 120
<b>Résultat global total</b>	<b>257 590</b>	397 484	<b>545 896</b>	449 149

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



## État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 septembre  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	2,477,900	27,778	4,211,785	(4,276)	3,285	(991)	6,716,472	42,731	6,759,203
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 au 1 <sup>er</sup> avril 2018 <sup>(1)</sup>			131,750				131,750		131,750
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2018</b>	2,477,900	27,778	4,343,535	(4,276)	3,285	(991)	6,848,222	42,731	6,890,953
<b>Résultat global total</b>									
Résultat net			433,652				433,652	990	434,642
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				(344)		(344)	(344)		(344)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					1,916	1,916	1,916		1,916
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			109,682				109,682		109,682
Autres éléments du résultat global	-	-	109,682	(344)	1,916	1,572	111,254	-	111,254
<b>Résultat global total</b>	-	-	543,334	(344)	1,916	1,572	544,906	990	545,896
Dividendes sur les actions ordinaires			(69,700)				(69,700)		(69,700)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(6,214)	(6,214)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								1,264	1,264
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(69,700)	-	-	-	(69,700)	(4,950)	(74,650)
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	2,477,900	27,778	4,817,169	(4,620)	5,201	581	7,323,428	38,771	7,362,199

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
<b>Solde au 31 mars 2017</b>	2,413,400	27,778	3,473,612	(711)	3,421	2,710	5,917,500	21,795	5,939,295
<b>Résultat global total</b>									
Résultat net			398,845				398,845	38,120	436,965
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				(3,509)		(3,509)	(3,509)		(3,509)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(317)	(317)	(317)		(317)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			16,010				16,010		16,010
Autres éléments du résultat global	-	-	16,010	(3,509)	(317)	(3,826)	12,184	-	12,184
<b>Résultat global total</b>	-	-	414,855	(3,509)	(317)	(3,826)	411,029	38,120	449,149
Dividendes sur les actions ordinaires			-				-		-
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(21,156)	(21,156)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								792	792
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	(20,364)	(20,364)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	2,413,400	27,778	3,888,467	(4,220)	3,104	(1,116)	6,328,529	39,551	6,368,080

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



## État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le semestre terminé le 30 septembre  
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	2 477 900	27 778	4 211 785	(4 276)	3 285	(991)	6 716 472	42 731	6 759 203
Incidence de l'adoption de l'IFRS 9 au 1 <sup>er</sup> avril 2018 <sup>(1)</sup>			131 750				131 750		131 750
<b>Solde d'ouverture au 1<sup>er</sup> avril 2018</b>	2 477 900	27 778	4 343 535	(4 276)	3 285	(991)	6 848 222	42 731	6 890 953
<b>Résultat global total</b>									
Résultat net			433 652				433 652	990	434 642
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				(344)		(344)	(344)		(344)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					1 916	1 916	1 916		1 916
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			109 682				109 682		109 682
Autres éléments du résultat global	-	-	109 682	(344)	1 916	1 572	111 254	-	111 254
<b>Résultat global total</b>	-	-	543 334	(344)	1 916	1 572	544 906	990	545 896
Dividendes sur les actions ordinaires			(69 700)				(69 700)		(69 700)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(6 214)	(6 214)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								1 264	1 264
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(69 700)	-	-	-	(69 700)	(4 950)	(74 650)
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	2 477 900	27 778	4 817 169	(4 620)	5 201	581	7 323 428	38 771	7 362 199

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs à la JVAERG	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
<b>Solde au 31 mars 2017</b>	2 413 400	27 778	3 473 612	(711)	3 421	2 710	5 917 500	21 795	5 939 295
<b>Résultat global total</b>									
Résultat net			398 845				398 845	38 120	436 965
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs à la JVAERG				(3 509)		(3 509)	(3 509)		(3 509)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(317)	(317)	(317)		(317)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			16 010				16 010		16 010
Autres éléments du résultat global	-	-	16 010	(3 509)	(317)	(3 826)	12 184	-	12 184
<b>Résultat global total</b>	-	-	414 855	(3 509)	(317)	(3 826)	411 029	38 120	449 149
Dividendes sur les actions ordinaires			-				-		-
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(21 156)	(21 156)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								792	792
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	(20 364)	(20 364)
<b>Solde au 30 septembre 2017</b>	2 413 400	27 778	3 888 467	(4 220)	3 104	(1 116)	6 328 529	39 551	6 368 080

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



## Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 septembre		Semestre terminé le 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<b>Activités opérationnelles</b>				
Résultat net	213 632	291 331	434 642	436 965
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets				
Produits d'intérêts	(399 115)	(337 363)	(772 362)	(643 802)
Charges d'intérêts	65 545	31 904	122 002	52 710
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	(23 897)	12 473	(30 617)	27 688
Dotation à la provision pour pertes de crédit	34 598	15 575	71 307	59 490
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	(28 189)	(150 029)	(67 981)	(199 665)
Pertes (profits) de change nets latents	9 207	45 912	(7 638)	63 970
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	190	307	987	(104)
Capitalisation des prestations définies inférieure (supérieure) au montant passé en charges	7 751	729	8 955	(819)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	4 756	3 797	9 512	7 694
Autres	(1 569)	708	(12 256)	(7 352)
Charges d'intérêts payées	(61 766)	(29 982)	(116 018)	(48 886)
Produits d'intérêts reçus	387 445	315 208	752 835	614 499
Variation des actifs et des passifs opérationnels				
Variation nette des prêts	(503 721)	(390 687)	(1 132 658)	(1 004 751)
Variation nette des créditeurs et frais courus	(47 571)	(49 972)	(38 801)	(42 003)
Variation nette des autres actifs et autres passifs	378	(221)	(1 166)	(5 336)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles</b>	<b>(342 326)</b>	<b>(240 310)</b>	<b>(779 257)</b>	<b>(689 702)</b>
<b>Activités d'investissement</b>				
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	(123 724)	(114 348)	(239 895)	(155 416)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	59 590	147 317	114 418	199 351
Décaissements sur les placements de financement subordonné	(81 099)	(96 937)	(154 253)	(203 001)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	84 969	49 199	150 070	100 730
Décaissements sur les placements de capital de risque	(35 243)	(83 555)	(111 546)	(183 716)
Produits de la vente de placements de capital de risque	36 357	44 023	80 554	61 978
Acquisition d'immobilisations corporelles	(7 663)	(7 373)	(10 922)	(9 749)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(2 166)	(3 305)	(5 291)	(6 840)
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement</b>	<b>(68 979)</b>	<b>(64 979)</b>	<b>(176 865)</b>	<b>(196 663)</b>
<b>Activités de financement</b>				
Variation nette des billets à court terme	134 980	334 911	260 009	944 925
Émission de billets à long terme	270 000	-	765 000	-
Remboursements de billets à long terme	-	(16 475)	-	(16 475)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	(98)	(18 403)	(6 214)	(21 156)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	1 264	792	1 264	792
Dividendes versés sur les actions ordinaires	-	-	(69 700)	-
<b>Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement</b>	<b>406 146</b>	<b>300 825</b>	<b>950 359</b>	<b>908 086</b>
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	<b>(5 159)</b>	<b>(4 464)</b>	<b>(5 763)</b>	<b>21 721</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice</b>	<b>672 266</b>	<b>675 353</b>	<b>672 870</b>	<b>649 168</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>667 107</b>	<b>670 889</b>	<b>667 107</b>	<b>670 889</b>

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



# Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)

## 1.

### Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services-conseils complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

Depuis le 18 juillet 2018, BDC rend des comptes au Parlement par l'entremise de la ministre de la Petite Entreprise et de la Promotion des exportations.

## 2.

### Base d'établissement

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État*, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent la même base d'établissement que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, à l'exception des changements apportés à la comptabilisation des instruments financiers découlant de l'adoption de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, le 1<sup>er</sup> avril 2018. L'information comparative pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 n'a pas été retraitée. Pour obtenir toute l'information au sujet de la base d'établissement ainsi que sur les principales méthodes comptables et les jugements, estimations et hypothèses importants liés à l'ancienne norme sur les instruments financiers – IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* –, se reporter aux pages 55 à 68 de notre Rapport annuel 2018.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés ont été établis en utilisant les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont également été établis en conformité avec les méthodes comptables que BDC prévoit utiliser dans ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019. Si BDC modifie l'application de ces méthodes, un retraitement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés pourrait être nécessaire.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été approuvés pour publication le 31 octobre 2018 par le conseil d'administration.



### 3.

#### Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC suivent les mêmes méthodes comptables que les états financiers consolidés audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2018 mis à part les nouvelles méthodes comptables découlant de l'adoption de l'IFRS 9 décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés doivent être lus en parallèle avec le Rapport annuel 2018 de BDC et les notes afférentes aux états financiers présentées aux pages 54 à 114 de ce rapport.

#### Instruments financiers

##### Comptabilisation, décomptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. La juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend les coûts de transaction attribués directement à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

##### Classement des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1<sup>er</sup> avril 2018)

#### **Actifs financiers**

Au moment de la comptabilisation initiale, un actif financier est classé comme étant ultérieurement évalué :

- au coût amorti;
- à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN); ou
- à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG).

#### *Appréciation du modèle économique*

Le classement dépend du modèle économique qu'utilise BDC pour gérer ces actifs financiers et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de l'actif financier. Les objectifs du modèle économique sont divisés en trois catégories :

- détenir des actifs financiers uniquement afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels;
- détenir des actifs financiers à la fois pour en percevoir les flux de trésorerie contractuels et pour les vendre;
- gérer des actifs financiers sur la base de la juste valeur.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Un actif financier est évalué au coût amorti s'il répond aux deux conditions ci-après et qu'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est de détenir des actifs afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Un actif financier est évalué à la JVAERG uniquement s'il répond aux deux conditions ci-après et s'il n'est pas désigné comme étant évalué à la JVRN :

- l'actif est détenu dans un modèle économique dont l'objectif est à la fois de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels et de les vendre; et
- les dispositions contractuelles de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû.

Tous les autres actifs financiers sont classés comme étant évalués à la JVRN.

BDC peut, lors de la comptabilisation initiale, désigner irrévocablement un actif financier comme étant évalué à la JVRN même s'il répond aux conditions pour être évalué au coût amorti ou à la JVAERG.

BDC évalue l'objectif d'un modèle économique dans lequel un actif est détenu au niveau du portefeuille afin de mieux refléter la façon dont elle gère ses activités et dont les informations sont communiquées à la direction. Les informations en question comprennent :

- la stratégie d'investissement pour détenir ou vendre les actifs dans le portefeuille et les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle économique;
- les rapports transmis à la direction de BDC et les indicateurs clés utilisés pour évaluer la performance du portefeuille;
- la rémunération des gestionnaires de portefeuille (notamment la question de savoir si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus);
- la fréquence, le volume et le moment auxquels des ventes ont été réalisées au cours des périodes antérieures, les raisons qui ont motivé ces ventes et les attentes quant aux ventes futures.

### *Évaluation pour déterminer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts*

BDC prend en considération les dispositions contractuelles de l'instrument pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts. Cette évaluation nécessite notamment d'établir si un actif financier comprend une clause contractuelle qui pourrait modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie contractuels, de sorte que l'actif ne respecterait pas cette condition.

Dans le cadre de cette évaluation, BDC tient compte de caractéristiques telles que les suivantes :

- la possibilité que des événements puissent modifier l'échéancier ou le montant des flux de trésorerie;
- des clauses comportant un effet de levier;
- des options de remboursement anticipé ou de prolongation;
- des clauses qui limitent les droits de BDC aux flux de trésorerie provenant d'actifs spécifiés; et
- des caractéristiques qui influent sur l'appréciation de la valeur temps de l'argent.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### **Passifs financiers**

BDC classe ses passifs financiers comme étant évalués au coût amorti sauf si elle a désigné des passifs comme évalués à la JVRN ou si elle est tenue d'évaluer des passifs à la JVRN. BDC désigne un passif financier comme étant évalué à la JVRN au moment de la comptabilisation initiale si cette désignation permet d'éliminer une non-concordance comptable qui, autrement, pourrait découler d'une base d'évaluation différente des actifs ou des passifs.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section sur les principaux types d'instruments financiers de la présente note.

### **Évaluation ultérieure des instruments financiers – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1<sup>er</sup> avril 2018)**

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti.

### **Instruments financiers classés au coût amorti**

Après la comptabilisation initiale, les actifs et les passifs financiers classés dans cette catégorie sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements et encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier. Les produits d'intérêts, les charges d'intérêts et l'amortissement des frais de traitement des prêts sont présentés sous Produits d'intérêts nets dans l'état consolidé des résultats.

### **Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net**

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats sous :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou en tant que profits ou pertes de change nets lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans l'état consolidé des résultats et comptabilisés aux postes suivants :

- profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné et de capital de risque; ou
- profits ou pertes nets sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés.

### **Instruments financiers classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global**

Après la comptabilisation initiale, les instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception des pertes de valeur, qui sont comptabilisées dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle il a été établi que l'actif avait subi une dépréciation.

### **Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net**

L'évaluation ultérieure des passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net est semblable à celle des instruments financiers classés à la juste valeur par le biais du résultat net.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### Dépréciation – Méthode applicable à la transition à l'IFRS 9 (1<sup>er</sup> avril 2018)

Une correction de valeur pour pertes de crédit attendues est établie à l'égard des actifs financiers suivants qui ne sont pas évalués à la JVRN :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie;
- Effets à recevoir;
- Titres adossés à des créances mobilières (TACM) de qualité de premier rang;
- Prêts;
- Engagements en matière de prêts et TACM.

La correction de valeur pour pertes de crédit attendues est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les pertes de crédit attendues dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière en fonction d'un modèle prospectif et est établie individuellement.

Conformément à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est évaluée selon un modèle de dépréciation en trois étapes :

- i. Étape 1 – pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir si le risque de crédit n'augmente pas de manière importante depuis la comptabilisation initiale;
- ii. Étape 2 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le risque de crédit augmente de manière importante depuis la comptabilisation initiale et que le prêt n'est pas considéré comme étant déprécié;
- iii. Étape 3 – pertes de crédit attendues pour la durée de vie : La correction de valeur est évaluée à un montant correspondant aux pertes de crédit attendues pour la durée de vie si le prêt est considéré comme étant déprécié.

Le modèle fondé sur les pertes de crédit attendues fournit une estimation reposant sur des pondérations probabilistes, qui intègre des informations prospectives représentant trois scénarios macroéconomiques. L'évaluation d'une augmentation importante du risque de crédit est fondée sur la variation de la probabilité de défaillance prospective sur la durée de vie du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, la correction de valeur pour pertes de crédit attendues est calculée selon les montants déboursés et non déboursés des prêts autorisés et des titres adossés à des créances mobilières de qualité de premier rang. La correction de valeur pour les montants déboursés est comptabilisée en diminution des actifs, tandis que la correction de valeur pour les montants non déboursés est comptabilisée à titre d'autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

### **Définition de la défaillance**

Conformément à la politique en matière de gestion du risque de crédit de BDC, un actif financier est considéré comme étant déprécié et passe à l'étape 3 en cas de défaut de paiement pendant trois mois consécutifs ou en cas d'événements défavorables jugés graves et probablement irrémédiables, de sorte que BDC ne peut plus s'attendre à percevoir la totalité des flux de trésorerie futurs attendus.

### **Politique de radiation**

Les actifs financiers sont sortis du bilan lorsque BDC a épuisé tous les recours possibles pour obtenir un recouvrement auprès de l'emprunteur et du garant et qu'aucune valeur n'est attendue à la suite de la réalisation d'une sûreté.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### Principaux types d'instruments financiers

#### **Équivalents de trésorerie**

Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité.

Les équivalents de trésorerie sont classés au coût amorti.

Les équivalents de trésorerie font l'objet d'un suivi au quotidien pour déterminer le risque de crédit lié à la contrepartie en faisant appel à des agences de notation externes. Au 30 septembre 2018, les équivalents de trésorerie étaient considérés comme ayant un faible risque de crédit en fonction des notations externes des contreparties de A à AA. La mesure de simplification dans les cas où le risque de crédit est faible est utilisée et la dépréciation des équivalents de trésorerie est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir.

#### **Titres adossés à des créances mobilières**

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets de qualité de premier rang ou subordonnés, émis par voie de placement privé.

Les TACM de qualité de premier rang sont classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, et les billets TACM subordonnés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils font l'objet de rapports à la direction et sont évalués par celle-ci sur la base de la juste valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Conformément à l'IFRS 9, les pertes de crédit attendues sont calculées en fonction du portefeuille de billets de qualité de premier rang déboursés et non déboursés puisqu'ils sont classés comme étant évalués à la JVAERG. Aucune dépréciation n'est calculée sur les billets subordonnés puisqu'ils sont classés à la JVRN. Au moment de la transition à l'IFRS 9, tous les billets de qualité de premier rang sont considérés comme ayant un faible risque de crédit, de sorte que la mesure de simplification en pareil cas est utilisée et la dépréciation est calculée en fonction des pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir. Le risque de crédit des billets TACM est surveillé chaque trimestre à l'aide d'une méthode de classification interne des cotes de risque de crédit.

#### **Prêts**

Les prêts sont classés et évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit à l'aide du modèle de dépréciation en trois étapes et détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour laquelle il faudrait comptabiliser une perte dans l'état consolidé des résultats. Pour BDC, il y a indication objective de dépréciation lorsque le remboursement de l'intérêt ou du principal du prêt est en retard depuis au moins trois mois consécutifs ou s'il y a une raison de croire qu'une partie du principal ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée.

Lorsqu'un prêt est jugé douteux, la valeur comptable du prêt est ramenée à la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés actualisés i) au taux d'intérêt effectif initial du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant. Lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, la juste valeur estimative de tout bien donné en garantie est utilisée, que la saisie soit probable ou non.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de correction de valeur pour pertes de crédit attendues. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou tout renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes de crédit attendues.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues, se reporter à la note 5, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

### **Placements de financement subordonné et de capital de risque**

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de financement subordonné et de capital de risque sont classés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement. Au moment de la transition à l'IFRS 9, les montants non déboursés des placements de financement subordonné ont été désignés comme étant évalués à la juste valeur par le biais du résultat net pour éviter une non-concordance comptable entre les placements non déboursés et les autres placements en cours évalués à la JVRN.

Le processus de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de financement subordonné et de capital de risque s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle évalue, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur l'actif. Ces justes valeurs sont mises à jour au moins deux fois par an par des évaluateurs internes, puis sont revues par un comité de révision des évaluations, dont un membre externe est expert en évaluation d'entreprise. Le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) comprend des opérations de fonds de fonds qui permettent à certains autres commanditaires de recevoir un rendement préférentiel sur le coût initial de leur investissement, des appels de fonds ultérieurs et une préférence dans les distributions. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds.

# Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



## 4.

### Adoption de l'IFRS 9

Le tableau qui suit résume l'incidence de la transition à l'IFRS 9, le 1<sup>er</sup> avril 2018, sur le classement et l'évaluation des actifs et passifs financiers de BDC.

	Classement et base d'évaluation		Rapprochement des valeurs comptables		
	Initiale (IAS 39)	Nouvelle (IFRS 9)	Au 31 mars 2018 (IAS 39)	Réévaluation	Au 1 <sup>er</sup> avril 2018 (IFRS 9)
<b>ACTIFS</b>					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Prêts et créances	Coût amorti	672 870	-	672 870
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	Disponibles à la vente	JVAERG	465 216	-	465 216
Prêts	Prêts et créances	Coût amorti			
Prêts, au coût amorti			24 432 831	21 244	24 454 075
Moins: correction de valeur pour pertes de crédit			(704 640)	132 193	(572 447)
<b>Prêts au coût amorti, nets</b>			<b>23 728 191</b>	<b>153 437</b>	<b>23 881 628</b>
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Actifs dérivés	Détenus à des fins de transaction	JVRN	15 357	-	15 357
Titres adossés à des créances mobilières	JVRN (Désignés) <sup>(1)</sup>	JVRN	7 479	-	7 479
Placements de financement subordonné	JVRN (Désignés) <sup>(1)</sup>	JVRN	1 052 352	-	1 052 352
Placements de capital de risque	JVRN (Désignés) <sup>(1)</sup>	JVRN	1 663 627	-	1 663 627
<b>Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			<b>2 738 815</b>	<b>-</b>	<b>2 738 815</b>
<b>Autres actifs</b>	Prêts et créances	Coût amorti	204 074	-	204 074
<b>Total des actifs</b>			<b>27 809 166</b>	<b>153 437</b>	<b>27 962 603</b>
<b>PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES</b>					
<b>Passifs</b>					
Créditeurs et frais courus	Passifs financiers	Coût amorti	127 453	-	127 453
Billets à court terme	Passifs financiers	Coût amorti	20 481 148	-	20 481 148
Billets à long terme	Passifs financiers	Coût amorti	-	-	-
<b>Total des passifs financiers au coût amorti</b>			<b>20 608 601</b>	<b>-</b>	<b>20 608 601</b>
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net					
Passifs dérivés	Détenus à des fins de transaction	JVRN	3 387	-	3 387
Billets à long terme	JVRN (Désignés)	JVRN (Désignés)	137 684	-	137 684
<b>Total des passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net</b>			<b>141 071</b>	<b>-</b>	<b>141 071</b>
<b>Autres passifs</b>	Passifs financiers	Coût amorti	300 291	21 687	321 978
<b>Total des passifs</b>			<b>21 049 963</b>	<b>21 687</b>	<b>21 071 650</b>
<b>Capitaux propres</b>					
Capital social			2 477 900	-	2 477 900
Surplus d'apport			27 778	-	27 778
Bénéfices non distribués			4 211 785	131 750	4 343 535
Cumul des autres éléments du résultat global			(991)	-	(991)
<b>Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC</b>			<b>6 716 472</b>	<b>131 750</b>	<b>6 848 222</b>
Participations ne donnant pas le contrôle			42 731	-	42 731
<b>Total des capitaux propres</b>			<b>6 759 203</b>	<b>131 750</b>	<b>6 890 953</b>
<b>Total des passifs et des capitaux propres</b>			<b>27 809 166</b>	<b>153 437</b>	<b>27 962 603</b>

<sup>(1)</sup> Les placements autres que les prêts détenus par BDC satisfont aux critères de classement obligatoire dans la classe d'évaluation à la JVRN puisque les flux de trésorerie contractuels de ces placements ne sont pas uniquement des remboursements de principal et des versements d'intérêts sur le principal restant dû. Avant l'adoption de l'IFRS 9, ces placements étaient désignés comme étant à la JVRN étant donné que BDC les gérait sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie documentée d'investissement. La transition à l'IFRS 9, le 1<sup>er</sup> avril 2018, n'a eu aucune incidence sur les bénéfices non distribués.

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre la correction de valeur pour pertes de crédit à la date de clôture conformément à l'IAS 39, soit au 31 mars 2018, et la correction de valeur pour pertes de crédit à la date d'ouverture déterminée selon l'IFRS 9, soit au 1<sup>er</sup> avril 2018.

	Correction de valeur pour pertes de crédit au 31 mars 2018 (IAS 39)	Réévaluation	Correction de valeur pour pertes de crédit au 1 <sup>er</sup> avril 2018 (IFRS 9)
Prêts	704 640	(132 193)	572 447
Autres passifs	-	21 687	21 687
<b>Total</b>	<b>704 640</b>	<b>(110 506)</b>	<b>594 134</b>



# 5.

## Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, estimations et hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés trimestriels sont résumées dans la présente note. Pour obtenir l'information complète sur les jugements, estimations et hypothèses comptables importants, se référer à la page 66 du Rapport annuel 2018.

### Estimations et hypothèses

#### Correction de valeur pour pertes de crédit attendues – estimations et hypothèses applicables au moment de la transition à l'IFRS 9 (1<sup>er</sup> avril 2018)

La correction de valeur pour pertes de crédit selon l'IFRS 9 représente l'estimation par la direction des pertes attendues dans le portefeuille de prêts à la date de présentation de l'information financière, laquelle est déterminée actif par actif, intègre des informations prospectives et est fondée sur des pondérations probabilistes tirées de différents scénarios économiques.

BDC examine ses prêts individuellement pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements en procédant notamment à l'évaluation des possibilités de défaut et des risques que présente un prêt et à l'estimation des flux de trésorerie futurs et de la valeur des garanties.

Au moment de la transition à l'IFRS 9, les prêts dépréciés sont réputés être à l'étape 3. Tous les autres prêts sont réputés se trouver à l'étape 1, ou à l'étape 2 s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit. Si la hausse du risque de crédit n'est plus considérée comme étant importante, les prêts sont transférés à l'étape 1 et si les prêts ne sont plus considérés comme étant dépréciés, ils sont transférés à l'étape 1 ou à l'étape 2. Les hypothèses utilisées pour déterminer s'il y a une hausse importante du risque de crédit comprennent une augmentation importante de la probabilité de défaillance attendue pour la durée de vie depuis la création, les prêts qui sont en souffrance depuis 30 jours ou les prêts sous surveillance. La superposition de facteurs qualitatifs aux fins de gestion peut également être pratiquée, au besoin, pour tenir compte des prêts dont le risque a augmenté de manière importante. Les pertes de crédit attendues sont calculées pour chaque exposition, en prenant en compte la probabilité de défaillance prospective, la perte en cas de défaillance et l'exposition en cas de défaillance de l'instrument financier. L'IFRS 9 exige que les conditions économiques actuelles et à venir utilisées dans les différents scénarios soient prises en compte pour déterminer s'il y a eu une hausse importante du risque de crédit et pour calculer le montant des pertes attendues. BDC utilise trois scénarios prospectifs qui sont fondés sur des pondérations probabilistes. Le « scénario de base » représente le scénario le plus probable compte tenu des conditions économiques actuelles et prospectives, tandis que le scénario « optimiste » ou le scénario « pessimiste » diffèrent du scénario de base puisqu'ils se fondent sur des conditions économiques plausibles. L'utilisation des informations prospectives exige que la direction exerce son jugement.

Des changements apportés à ces hypothèses ou l'utilisation d'autres jugements raisonnables peuvent affecter le montant de la correction de valeur d'une manière appréciable. Pour de plus amples renseignements sur la correction de valeur pour pertes de crédit, se reporter à la note 8, *Prêts*.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### Juste valeur des instruments financiers

Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier, par exemple), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, le cours des actions, les prix et les rendements des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand cela est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Pour de plus amples renseignements sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier, se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables*, et pour en savoir plus sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, se reporter à la note 6, *Juste valeur des instruments financiers*.

### Relations de couverture admissibles

BDC a cessé la comptabilité de couverture le 31 mars 2018. Avant cette date, pour désigner des instruments financiers dans des relations de couverture admissibles, BDC avait déterminé qu'elle s'attendait à ce que les couvertures soient hautement efficaces pendant la période de la relation de couverture. Pour comptabiliser des dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie, BDC avait déterminé que le risque couvert était associé à des flux de trésorerie futurs hautement probables.

## 6.

### **Juste valeur des instruments financiers**

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- Niveau 1 — Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- Niveau 2 — Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement; et
- Niveau 3 — Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 ni entre le niveau 2 et le niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

	Évaluation de la juste valeur selon le			30 septembre 2018
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
<b>Actifs</b>				
Actifs dérivés		16 335		16 335
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG		588 682		588 682
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN		9 356		9 356
Placements de financement subordonné	2 533		1 064 069	1 066 602
Placements de capital de risque	127 630		1 656 464	1 784 094
	<b>130 163</b>	<b>614 373</b>	<b>2 720 533</b>	<b>3 465 069</b>
<b>Passifs</b>				
Passifs dérivés		4		4
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN		135 051		135 051
	-	<b>135 055</b>	-	<b>135 055</b>

	Évaluation de la juste valeur selon le			31 mars 2018
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Juste valeur totale
<b>Actifs</b>				
Actifs dérivés		15 357		15 357
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG		465 216		465 216
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN		7 479		7 479
Placements de financement subordonné	1 900		1 050 452	1 052 352
Placements de capital de risque	149 850		1 513 777	1 663 627
	<b>151 750</b>	<b>488 052</b>	<b>2 564 229</b>	<b>3 204 031</b>
<b>Passifs</b>				
Passifs dérivés		3 387		3 387
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN		137 684		137 684
	-	<b>141 071</b>	-	<b>141 071</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	30 septembre 2018		
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 <sup>er</sup> avril 2018	1 050 452	1 513 777	2 564 229
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	20 739	9 823	30 562
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	(8 501)	99 235	90 734
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	966	966
Décassements sur les placements	154 253	115 535	269 788
Remboursements sur les placements et autres	(152 874)	(82 742)	(235 616)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(130)	(130)
<b>Juste valeur au 30 septembre 2018</b>	<b>1 064 069</b>	<b>1 656 464</b>	<b>2 720 533</b>

  

	31 mars 2018		
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Total
Juste valeur au 1 <sup>er</sup> avril 2017	859 043	1 303 779	2 162 822
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	3 472	(23 909)	(20 437)
Variation nette de la plus(moins)-value			
latente sur les placements	1 409	225 894	227 303
Profits (pertes) de change nets			
latents sur les placements	-	(17 094)	(17 094)
Décassements sur les placements	401 332	246 072	647 404
Remboursements sur les placements et autres	(211 582)	(124 262)	(335 844)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	(3 222)	(96 703)	(99 925)
<b>Juste valeur au 31 mars 2018</b>	<b>1 050 452</b>	<b>1 513 777</b>	<b>2 564 229</b>



## 7.

### Titres adossés à des créances mobilières

	30 septembre 2018	31 mars 2018
<b>Juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global</b>		
Montant nominal	593 302	469 492
Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur	(4 620)	(4 276)
Valeur comptable	588 682	465 216
Rendement	2,51%	2,19%
<b>Juste valeur par le biais du résultat net</b>		
Montant nominal	9 407	7 543
Plus(moins)-valeur cumulative de la juste valeur	(51)	(64)
Valeur comptable	9 356	7 479
Rendement	7,85%	7,79%
<b>Titres adossés à des créances mobilières</b>	<b>598 038</b>	<b>472 695</b>

Aucun titre adossé à des créances mobilières n'avait subi de perte de valeur au 30 septembre 2018 ni au 31 mars 2018. Aucune correction de valeur pour pertes de crédit n'avait été comptabilisée au 30 septembre 2018.

Les montants non déboursés sur les titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissaient à 373 000 \$ au 30 septembre 2018 (403 000 \$ au 31 mars 2018).

## 8.

### Prêts

Le tableaux qui suit résume les prêts en cours par date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Valeur comptable brute totale	Correction de valeur pour pertes de crédit	Valeur comptable nette totale
Productifs	356 532	2 940 870	21 441 997	24 739 399	(274 116)	24 465 283
Douteux	18 078	131 167	690 396	839 641	(329 763)	509 878
<b>Prêts au 30 septembre 2018</b>	<b>374 610</b>	<b>3 072 037</b>	<b>22 132 393</b>	<b>25 579 040</b>	<b>(603 879)</b>	<b>24 975 161</b>

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Productifs	278 952	2 817 245	20 566 062	23 662 259	(411 000)	-	(411 000)	23 251 259
Douteux	23 534	118 748	628 290	770 572	-	(293 640)	(293 640)	476 932
<b>Prêts au 31 mars 2018</b>	<b>302 486</b>	<b>2 935 993</b>	<b>21 194 352</b>	<b>24 432 831</b>	<b>(411 000)</b>	<b>(293 640)</b>	<b>(704 640)</b>	<b>23 728 191</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux qui suivent présentent un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit.

	30 septembre 2018			
	Correction de valeur pour pertes de crédit attendues			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
<b>Solde au 1<sup>er</sup> avril 2018</b>	110 259	147 304	314 884	572 447
Dotation à la provision pour pertes de crédit				
Transfert à l'Étape 1 <sup>(1)</sup>	36 073	(34 192)	(1 881)	-
Transfert à l'Étape 2 <sup>(1)</sup>	(19 329)	41 087	(21 758)	-
Transfert à l'Étape 3 <sup>(1)</sup>	(790)	(14 211)	15 001	-
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit <sup>(2)</sup>	(38 814)	17 391	72 200	50 777
Actifs financiers remboursés en totalité <sup>(3)</sup>	(5 889)	(8 031)	(17 967)	(31 887)
Nouveaux actifs financiers créés	35 882	7 402	-	43 284
Modifications des paramètres des modèles ou des risques <sup>(4)</sup>	-	-	-	-
Radiations	-	-	(39 740)	(39 740)
Recouvrements	-	-	7 173	7 173
Variation des taux de change et autres	(151)	125	1 851	1 825
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>117 241</b>	<b>156 875</b>	<b>329 763</b>	<b>603 879</b>

<sup>(1)</sup> Représente la variation du solde d'ouverture de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison de mouvements entre les étapes avant les réévaluations.

<sup>(2)</sup> Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit attribuable aux changements du risque de crédit des prêts, aux changements des données des modèles et des hypothèses, et aux remboursements partiels.

<sup>(3)</sup> Représente la variation de la correction de valeur pour pertes de crédit en raison des prêts qui ont été entièrement remboursés.

<sup>(4)</sup> Aucun changement n'a été apporté aux modèles au cours de la période.

	31 mars 2018
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2017	696 882
Radiations	(138 241)
Effet de l'actualisation	(16 363)
Recouvrements et autres	8 823
	551 101
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	153 539
<b>Solde au 31 mars 2018</b>	<b>704 640</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### Concentrations du total des prêts en cours et des montants non déboursés sur les prêts autorisés

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 3 142 802 \$ au 30 septembre 2018 (667 262 \$ à taux fixe et 2 475 540 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré était de 5,2 % sur les engagements relatifs aux prêts (5,0 % au 31 mars 2018).

Les tableaux suivants présentent les montants des prêts en cours et les montants non déboursés sur les prêts autorisés par région et par secteur d'activité.

Répartition géographique	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Prêt en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	873 764	84 718	877 891	65 037
Île-du-Prince-Édouard	71 058	10 754	70 651	10 729
Nouvelle-Écosse	612 216	59 409	562 650	78 644
Nouveau-Brunswick	485 605	50 302	494 334	39 447
Québec	8 160 164	843 683	7 658 985	877 635
Ontario	7 050 350	833 485	6 689 723	841 715
Manitoba	708 420	81 141	726 386	132 416
Saskatchewan	811 118	54 600	800 563	50 501
Alberta	3 636 184	573 596	3 545 959	523 994
Colombie-Britannique	3 013 805	542 378	2 855 772	461 037
Yukon	108 749	4 883	108 548	3 561
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	47 607	3 853	41 369	2 820
<b>Prêts</b>	<b>25 579 040</b>	<b>3 142 802</b>	<b>24 432 831</b>	<b>3 087 536</b>

Répartition par secteur d'activités	30 septembre 2018		31 mars 2018	
	Prêts en cours	Engagements	Prêts en cours	Engagements
Fabrication	5 888 830	925 704	5 611 342	828 926
Commerce de gros et de détail	4 773 878	504 329	4 579 060	440 197
Industries de services	3 578 847	400 333	3 438 475	392 878
Tourisme	3 220 090	346 142	3 046 763	414 777
Immeubles commerciaux	2 818 295	149 878	2 674 608	155 636
Construction	1 958 183	248 464	1 903 043	231 517
Transport et entreposage	1 441 357	178 895	1 386 700	168 158
Ressources	1 075 589	239 726	1 018 978	285 659
Autres	823 971	149 331	773 862	169 788
<b>Prêts</b>	<b>25 579 040</b>	<b>3 142 802</b>	<b>24 432 831</b>	<b>3 087 536</b>

Le tableau qui suit présente un rapprochement entre le solde d'ouverture et le solde de clôture de la correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements qui est incluse dans les autres passifs dans l'état consolidé de la situation financière.

	30 septembre 2018			
	Correction de valeur pour pertes de crédit sur les engagements			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Solde au 1 <sup>er</sup> avril 2018	16,320	5,367	-	21,687
Réévaluation nette de la correction de valeur pour pertes de crédit	(653)	2,587	-	1,934
Augmentation (diminution) nette des engagements	1,788	(4,541)	-	(2,753)
Variation des taux de change et autres	(11)	17	-	6
<b>Solde au 30 septembre 2018</b>	<b>17,444</b>	<b>3,430</b>	<b>-</b>	<b>20,874</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



# 9.

## Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
<b>Au 30 septembre 2018</b>	<b>115 202</b>	<b>754 766</b>	<b>243 923</b>	<b>1 113 891</b>	<b>1 066 602</b>
Au 31 mars 2018	94 090	717 299	278 101	1 089 490	1 052 352

### Concentrations des placements de financement subordonné et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les montants non déboursés sur les placements autorisés s'établissaient à 129 389 \$ au 30 septembre 2018 (29 748 \$ à taux fixe et 99 641 \$ à taux flottant). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (en excluant les rendements autres qu'en intérêts) était de 10,1 % sur les engagements relatifs aux placements de financement subordonné (10,0 % au 31 mars 2018).

Les tableaux suivants présentent les montants des placements en cours et les montants non déboursés sur les placements de financement subordonné autorisés par région et par secteur d'activité.

Répartition géographique	30 septembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Terre-Neuve-et-Labrador	6 733	11 557	379	5 439	10 694	374
Nouvelle-Écosse	11 270	13 734	790	13 227	16 260	1 000
Nouveau-Brunswick	24 680	23 076	3 075	23 353	22 122	4 200
Québec	402 978	414 160	53 670	413 215	422 895	27 721
Ontario	377 869	396 770	55 055	356 729	362 113	62 112
Manitoba	7 838	5 851	1 800	7 382	5 864	-
Saskatchewan	46 233	49 056	1 100	46 111	48 557	1 100
Alberta	98 866	114 072	8 720	103 504	117 849	3 437
Colombie-Britannique	86 018	81 566	4 800	78 181	77 941	8 500
Yukon	430	443	-	542	565	-
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	3 687	3 606	-	4 669	4 630	-
<b>Placements de financement subordonné</b>	<b>1 066 602</b>	<b>1 113 891</b>	<b>129 389</b>	<b>1 052 352</b>	<b>1 089 490</b>	<b>108 444</b>

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Fabrication	317 379	347 228	56 019	316 080	329 636	44 948
Industries de services	292 197	301 579	42 895	283 565	291 641	27 895
Commerce de gros et de détail	214 335	215 281	10 940	203 862	212 427	14 784
Construction	66 037	62 828	2 825	66 390	65 418	6 200
Industries de l'information	50 233	50 127	10 715	58 201	58 124	7 450
Ressources	48 934	68 027	1 350	49 906	69 166	1 767
Transport et entreposage	27 646	31 363	1 500	26 298	30 454	2 650
Tourisme	13 089	13 326	895	8 562	8 867	2 750
Services éducatifs	7 887	7 700	-	8 307	8 157	-
Autres	28 865	16 432	2 250	31 181	15 600	-
<b>Placements de financement subordonné</b>	<b>1 066 602</b>	<b>1 113 891</b>	<b>129 389</b>	<b>1 052 352</b>	<b>1 089 490</b>	<b>108 444</b>



## 10.

### Placements de capital de risque

Par l'intermédiaire de ses secteurs Capital de risque (CR) et Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR), BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque.

Le secteur CR est axé principalement sur les entreprises technologiques à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Le PICR regroupe deux initiatives fédérales : le Plan d'action pour le capital de risque (PACR) et l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Le PACR est une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Le PACR investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire, et directement dans des sociétés partout au Canada. Le PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

L'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR) est également une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars par l'entremise de BDC, sur une période de trois ans, afin d'augmenter le capital de risque fourni à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.

Les placements de capital de risque, qui sont détenus à long terme, sont des actifs non courants.

Le tableau suivant présente un aperçu du portefeuille de placement de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés par type de placement.

Type de placement	30 septembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Placements directs	763 049	583 492	17 979	726 227	544 303	31 442
Fonds <sup>(1)</sup>	1 021 045	745 357	332 630	937 400	741 818	346 600
<b>Placements de capital de risque</b>	<b>1 784 094</b>	<b>1 328 849</b>	<b>350 609</b>	<b>1 663 627</b>	<b>1 286 121</b>	<b>378 042</b>

<sup>(1)</sup> Inclus dans les montants ci-dessus, les investissements du PICR, qui sont tous des investissements relatifs au PACR, et dont la juste valeur était de 438 559 \$ et le coût était de 364 066 \$ au 30 septembre 2018 (400 516 \$ et 363 269 \$, respectivement, au 31 mars 2018). Au 30 septembre 2018, BDC investissait dans 70 fonds par l'entremise du secteur CR et 9 fonds par l'entremise du secteur PICR (70 fonds et 8 fonds, respectivement, au 31 mars 2018).

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



### Concentrations du total des placements de capital de risque et des montants non déboursés sur les placements autorisés

Les concentrations des placements directs selon le secteur d'activité sont illustrées ci-dessous.

Répartition par secteur d'activité	30 septembre 2018			31 mars 2018		
	Juste valeur	Coût	Engagements	Juste valeur	Coût	Engagements
Industries de l'information	344 549	249 516	3 146	303 064	232 627	10 962
Biotechnologie et pharmacologie	160 183	86 153	3 156	174 424	85 288	3 150
Industriel	63 527	17 484	4 060	57 747	15 197	-
Communications	56 813	54 261	1 431	47 867	51 565	1 080
Électronique	46 217	57 081	3 501	54 064	56 141	3 570
Énergie	33 243	45 394	-	33 258	35 394	10 000
Médecine et soins de santé	25 204	53 883	2 685	28 810	53 883	2 680
Autres	33 313	19 720	-	26 993	14 208	-
<b>Total des placements directs</b>	<b>763 049</b>	<b>583 492</b>	<b>17 979</b>	<b>726 227</b>	<b>544 303</b>	<b>31 442</b>
Fonds	1 021 045	745 357	332 630	937 400	741 818	346 600
<b>Placements de capital de risque</b>	<b>1 784 094</b>	<b>1 328 849</b>	<b>350 609</b>	<b>1 663 627</b>	<b>1 286 121</b>	<b>378 042</b>

## 11.

### Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 \$ chacune est autorisé. Au 30 septembre 2018, 24 779 000 actions ordinaires étaient en circulation (24 779 000 au 31 mars 2018).

#### Prescriptions statutaires

Conformément à la Loi sur la BDC, le ratio d'endettement de BDC ne peut dépasser 12:1. Ce ratio correspond au rapport entre, d'une part, la somme des emprunts comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière et des passifs éventuels constitués par les garanties financières émises par BDC et, d'autre part, les capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC, ce qui exclut le cumul des autres éléments du résultat global.

De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 4,5 milliards de dollars.

Au cours des six mois terminés le 30 septembre 2018 et de l'exercice terminé le 31 mars 2018, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

#### Suffisance du capital

Le cadre de gestion du capital de BDC repose sur son processus d'évaluation interne de la suffisance du capital. Pour évaluer la suffisance de son capital, BDC surveille régulièrement sa situation de capital en comparant son capital disponible à sa demande de capital. Un indicateur clé permettant d'évaluer le caractère suffisant de la situation de capital est le ratio interne de capital de BDC.



# 12.

## Informations sectorielles

BDC fait rapport sur six secteurs : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque (CR), Services-conseils, Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) et division Technologies propres. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Programmes incitatifs pour le capital de risque (PICR) regroupe les activités de l'ancien secteur Plan d'action pour le capital de risque (PACR) avec l'Initiative de catalyse du capital de risque (ICCR).

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada. Ce secteur achète également des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants. Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks.
- **Services-conseils** offre des services de consultation, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC effectue aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Programmes incitatifs pour le capital de risque** : PACR appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées. PICR fournit du capital de risque à des entreprises en démarrage innovantes qui en sont à un stade plus avancé de développement.
- La division **Technologies propres** effectue des placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises de technologies propres prometteuses.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-après.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

Trimestre terminé le  
30 septembre 2018

	BDC	Financement	Services-conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	399 115	375 743	-	23 007	-	-	365
Charges d'intérêts	65 545	63 437	-	2 010	-	-	98
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>333 570</b>	<b>312 306</b>	<b>-</b>	<b>20 997</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>267</b>
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	23 897	-	-	13 774	10 123	-	-
Produits de Services-conseils	5 749	-	5 749	-	-	-	-
Frais et autres produits	10 586	5 035	1	4 505	831	70	144
<b>Produits (pertes) nets</b>	<b>373 802</b>	<b>317 341</b>	<b>5 750</b>	<b>39 276</b>	<b>10 954</b>	<b>70</b>	<b>411</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(34 598)	(34 598)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	28 189	(11)	-	1 814	9 393	16 993	-
Profits (pertes) de change nets	(12 864)	(2 017)	-	(216)	(10 533)	(98)	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	88	88	-	-	-	-	-
<b>Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>354 617</b>	<b>280 803</b>	<b>5 750</b>	<b>40 874</b>	<b>9 814</b>	<b>16 965</b>	<b>411</b>
Salaires et avantages du personnel	101 262	73 458	12 693	9 667	4 477	230	737
Locaux et équipement	10 746	8 537	1 110	563	452	32	52
Autres charges	28 977	20 713	4 369	1 134	2 533	129	99
<b>Charges opérationnelles et administratives</b>	<b>140 985</b>	<b>102 708</b>	<b>18 172</b>	<b>11 364</b>	<b>7 462</b>	<b>391</b>	<b>888</b>
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>213 632</b>	<b>178 095</b>	<b>(12 422)</b>	<b>29 510</b>	<b>2 352</b>	<b>16 574</b>	<b>(477)</b>
<b>Résultat (perte) net attribuable :</b>							
À l'actionnaire de BDC	214 674	178 095	(12 422)	29 522	3 382	16 574	(477)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 042)	-	-	(12)	(1 030)	-	-
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>213 632</b>	<b>178 095</b>	<b>(12 422)</b>	<b>29 510</b>	<b>2 352</b>	<b>16 574</b>	<b>(477)</b>
<b>Portefeuille des secteurs d'activité au septembre 30, 2018</b>							
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	588 682	588 682					
Prêts	24 975 161	24 975 161					
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN	9 356	9 356					
Placement de financement subordonné	1 066 602	10 132		1 038 999			17 471
Placement de capital de risque	1 784 094				1 335 535	438 559	10 000
<b>Portefeuille total</b>	<b>28 423 895</b>	<b>25 583 331</b>	<b>-</b>	<b>1 038 999</b>	<b>1 335 535</b>	<b>438 559</b>	<b>27 471</b>
<b>Engagements non déboursés des secteurs d'activité au septembre 30, 2018</b>							
Prêts	3 142 802	3 142 802					
Titres adossés à des créances mobilières	373 000	373 000					
Placements	479 998	1 350	-	109 446	323 491	27 118	18 593
<b>Portefeuille total</b>	<b>3 995 800</b>	<b>3 517 152</b>	<b>-</b>	<b>109 446</b>	<b>323 491</b>	<b>27 118</b>	<b>18 593</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Trimestre terminé le  
30 septembre 2017

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	337 363	316 546	-	20 817	-	-	-
Charges d'intérêts	31 904	30 740	-	1 164	-	-	-
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>305 459</b>	<b>285 806</b>	<b>-</b>	<b>19 653</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(12 473)	228	-	2 787	(15 488)	-	-
Produits de Services-conseils	4 719	-	4 719	-	-	-	-
Frais et autres produits	9 459	4 445	43	4 889	88	(6)	-
<b>Produits (pertes) nets</b>	<b>307 164</b>	<b>290 479</b>	<b>4 762</b>	<b>27 329</b>	<b>(15 400)</b>	<b>(6)</b>	<b>-</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(15 575)	(15 575)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	150 029	244	-	19 256	130 738	(209)	-
Profits (pertes) de change nets	(19 456)	(237)	-	(261)	(18 826)	(132)	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	(58)	(58)	-	-	-	-	-
<b>Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>422 104</b>	<b>274 853</b>	<b>4 762</b>	<b>46 324</b>	<b>96 512</b>	<b>(347)</b>	<b>-</b>
Salaires et avantages du personnel	95 071	69 835	11 978	8 561	4 390	307	-
Locaux et équipement	10 188	8 080	1 082	513	499	14	-
Autres charges	25 514	19 080	4 303	1 036	1 068	27	-
<b>Charges opérationnelles et administratives</b>	<b>130 773</b>	<b>96 995</b>	<b>17 363</b>	<b>10 110</b>	<b>5 957</b>	<b>348</b>	<b>-</b>
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>291 331</b>	<b>177 858</b>	<b>(12 601)</b>	<b>36 214</b>	<b>90 555</b>	<b>(695)</b>	<b>-</b>
<b>Résultat (perte) net attribuable :</b>							
À l'actionnaire de BDC	253 206	177 858	(12 601)	27 981	60 663	(695)	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	38 125	-	-	8 233	29 892	-	-
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>291 331</b>	<b>177 858</b>	<b>(12 601)</b>	<b>36 214</b>	<b>90 555</b>	<b>(695)</b>	<b>-</b>
<b>Portefeuille des secteurs d'activité au septembre 30, 2017</b>							
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVAERG	463 880	463 880	-	-	-	-	-
Prêts	22 703 136	22 703 136	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières, à la JVRN	6 715	6 715	-	-	-	-	-
Placement de financement subordonné	986 435	8 149	-	978 286	-	-	-
Placement de capital de risque	1 557 092	-	-	-	1 183 331	373 761	-
<b>Portefeuille total</b>	<b>25 717 258</b>	<b>23 181 880</b>	<b>-</b>	<b>978 286</b>	<b>1 183 331</b>	<b>373 761</b>	<b>-</b>
<b>Engagements non déboursés des secteurs d'activité au septembre 30, 2017</b>							
Prêts	3 097 294	3 097 294	-	-	-	-	-
Titres adossés à des créances mobilières	406 000	406 000	-	-	-	-	-
Placements	434 992	1 880	-	89 662	305 698	37 752	-
<b>Portefeuille total</b>	<b>3 938 286</b>	<b>3 505 174</b>	<b>-</b>	<b>89 662</b>	<b>305 698</b>	<b>37 752</b>	<b>-</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Semestre terminé le  
30 septembre 2018

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	772 362	726 860	-	44 896	-	-	606
Charges d'intérêts	122 002	118 095	-	3 757	-	-	150
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>650 360</b>	<b>608 765</b>	<b>-</b>	<b>41 139</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>456</b>
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	30 617	-	-	20 739	9 878	-	-
Produits de Services-conseils	12 025	-	12 025	-	-	-	-
Frais et autres produits	23 103	10 435	21	10 766	1 594	132	155
<b>Produits (pertes) nets</b>	<b>716 105</b>	<b>619 200</b>	<b>12 046</b>	<b>72 644</b>	<b>11 472</b>	<b>132</b>	<b>611</b>
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(71 307)	(71 307)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	67 981	13	-	(7 868)	38 596	37 240	-
Profits (pertes) de change nets	(2 829)	(4 843)	-	2	2 007	5	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	544	544	-	-	-	-	-
<b>Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>710 494</b>	<b>543 607</b>	<b>12 046</b>	<b>64 778</b>	<b>52 075</b>	<b>37 377</b>	<b>611</b>
Salaires et avantages du personnel	200 023	145 573	25 248	18 544	8 824	454	1 380
Locaux et équipement	21 610	17 290	2 189	1 093	882	56	100
Autres charges	54 219	38 858	8 710	2 430	3 747	259	215
<b>Charges opérationnelles et administratives</b>	<b>275 852</b>	<b>201 721</b>	<b>36 147</b>	<b>22 067</b>	<b>13 453</b>	<b>769</b>	<b>1 695</b>
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>434 642</b>	<b>341 886</b>	<b>(24 101)</b>	<b>42 711</b>	<b>38 622</b>	<b>36 608</b>	<b>(1 084)</b>
<b>Résultat (perte) net attribuable :</b>							
À l'actionnaire de BDC	433 652	341 886	(24 101)	41 207	39 136	36 608	(1 084)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	990	-	-	1 504	(514)	-	-
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>434 642</b>	<b>341 886</b>	<b>(24 101)</b>	<b>42 711</b>	<b>38 622</b>	<b>36 608</b>	<b>(1 084)</b>

## Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non auditées, en milliers de dollars canadiens)



Semestre terminé le  
30 septembre 2017

	BDC	Financement	Services- conseils	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Programmes incitatifs pour le capital de risque	Division Technologies propres
Produits d'intérêts	643 802	602 935	-	40 867	-	-	-
Charges d'intérêts	52 710	50 452	-	2 258	-	-	-
<b>Produits d'intérêts nets</b>	<b>591 092</b>	<b>552 483</b>	-	<b>38 609</b>	-	-	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(27 688)	228	-	4 059	(31 975)	-	-
Produits de Services-conseils	9 197	-	9 197	-	-	-	-
Frais et autres produits	19 868	9 124	103	10 348	243	50	-
<b>Produits (pertes) nets</b>	<b>592 469</b>	<b>561 835</b>	<b>9 300</b>	<b>53 016</b>	<b>(31 732)</b>	<b>50</b>	-
Dotation à la provision pour pertes de crédit	(59 490)	(59 490)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	199 665	25	-	15 215	173 385	11 040	-
Profits (pertes) de change nets	(36 988)	(2 482)	-	(411)	(33 849)	(246)	-
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	602	602	-	-	-	-	-
<b>Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives</b>	<b>696 258</b>	<b>500 490</b>	<b>9 300</b>	<b>67 820</b>	<b>107 804</b>	<b>10 844</b>	-
Salaires et avantages du personnel	186 896	138 094	23 711	16 086	8 546	459	-
Locaux et équipement	20 363	16 202	2 137	1 020	972	32	-
Autres charges	52 034	38 686	8 759	2 154	2 385	50	-
<b>Charges opérationnelles et administratives</b>	<b>259 293</b>	<b>192 982</b>	<b>34 607</b>	<b>19 260</b>	<b>11 903</b>	<b>541</b>	-
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>436 965</b>	<b>307 508</b>	<b>(25 307)</b>	<b>48 560</b>	<b>95 901</b>	<b>10 303</b>	-
<b>Résultat (perte) net attribuable :</b>							
À l'actionnaire de BDC	398 845	307 508	(25 307)	40 179	66 162	10 303	-
Aux participations ne donnant pas le contrôle	38 120	-	-	8 381	29 739	-	-
<b>Résultat (perte) net</b>	<b>436 965</b>	<b>307 508</b>	<b>(25 307)</b>	<b>48 560</b>	<b>95 901</b>	<b>10 303</b>	-



# 13.

## Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale aux termes des garanties s'établissait à 42,2 millions de dollars au 30 septembre 2018 (45,5 millions de dollars au 31 mars 2018), et les durées actuelles expirent dans un délai de 133 mois (139 mois au 31 mars 2018). Toutefois, l'exposition réelle au 30 septembre 2018 était de 32,2 millions de dollars (34,4 millions de dollars au 31 mars 2018).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucun honoraire n'a été reçu initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Aucun passif n'était comptabilisé au titre de ces garanties au 30 septembre 2018 et au 31 mars 2018 dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

# 14.

## Transactions entre parties liées

Au 30 septembre 2018, BDC avait 20 743 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 768 millions de dollars de billets à long terme souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (20 480 millions de dollars de billets à court terme et aucun billet à long terme au 31 mars 2018).

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 septembre 2018, BDC a comptabilisé des charges d'intérêts relatives aux emprunts auprès du ministre des Finances, charges qui se sont élevées respectivement à 68,0 millions de dollars et 126,4 millions de dollars, comparativement à 32,8 millions de dollars et 54,2 millions de dollars pour les mêmes périodes de l'exercice précédent.

De plus, aucun emprunt auprès du ministre des Finances n'a été racheté au cours des six premiers mois de chacun des exercices 2019 et 2018.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. La Banque conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.



**Banque de développement du Canada**

Siège social

5, Place Ville-Marie, bureau 100

Montréal (Québec) H3B 5E7

**T** 1 877 BDC-BANX (232-2269)

**F** 1 877 329-9232

Pour des renseignements sur nos centres d'affaires, visitez [www.bdc.ca](http://www.bdc.ca)

 BDC

 BDC\_ca

 BDC

**bdc.ca**  
**1 888 INFO-BDC**